



Centre d'Etudes pour le Développement et la Démocratie (Centre C4D)
 Collège d'économie et d'informatique (WSEI)
 Laboratoire d'économie sociale et solidaire, gouvernance et développement
 (LARESSGD)
 Laboratoire de Recherche Pluridisciplinaire en Economie et Gestion (LARPEG-
 FEG BM)
 Dynamique des Paysages, Risques et Patrimoine -URL-CNRST
 Association marocaine pour le soutien des initiatives citoyennes (AMSIC)
 Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences Sociales (LISS)

Organisent

Le 8^e Forum Scientifique sur :

DEMOCRATIE & DEVELOPPEMENT
L'APPUI DES SECTEURS SOCIAUX
 Un levier de développement socioéconomique et
 environnemental en Afrique

7 & 8 Juin 2024
 Maroc

1. ARGUMENTAIRE

Pour définir les problèmes et les priorités du développement durable, une importance considérable est désormais accordée au développement socioéconomique, dont les enjeux actuels occupent une place centrale dans le débat mondial sur la capacité d'une économie à assurer une croissance qualitative.

Nous assistons actuellement à une transformation des économies vers la recherche de nouvelles stratégies de développement socioéconomique, tout en prenant en compte le développement humain. En effet, la richesse des pays n'est plus mesurée par le capital matériel mais plutôt par le capital immatériel. Dans ce sens, l'individu se présente comme un agent d'accroissement de la connaissance, du savoir-faire et des aptitudes au sein de la société. Par conséquent, il est essentiel de tenir compte de développement humain pour orienter la croissance vers un développement général, équitable et juste.

La spécificité d'appui des secteurs sociaux se manifeste par le fait qu'ils représentent une préoccupation focale pour ce type de développement et une priorité capitale dans le contexte actuel, intervenant dans divers domaines interconnectés, tels que la santé, l'éducation, l'emploi et la protection sociale. Cette contribution se manifeste, d'un point de vue économique, dans la formation, le développement du savoir-faire et dans les compétences individuelles ayant favorisés une utilisation efficace du capital matériel et une contribution positive à la croissance économique favorable aux pauvres. Dans ce sens, la crise sanitaire liée au COVID-19 est un bon exemple de connexion bénéfique entre ces différents secteurs. Durant cette crise, l'Etat, dans la majorité des pays, a accordé une reconnaissance croissante aux secteurs sociaux en tant que piliers importants pour la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois, la protection et la cohésion sociale, ainsi que le développement durable des territoires (villes, campagnes, montagnes, etc.) et a favorisé une prise de conscience dans la plupart des pays africains du rôle que peut jouer, dans les faits, ces secteurs sociaux dans le développement économique. Par conséquent, le recours aux politiques sociales et leur renforcement se sont imposés naturellement aux gouvernements du continent africain, ce qui explique l'engagement politique de certains États en faveur de l'application de l'État-providence ou de l'État-social, même pour ceux ayant des systèmes de protection sociale défaillants, en raison notamment de faible financement, des réalités sociales et économiques méprisables.

Conscient de la nécessité d'appui des secteurs sociaux afin de concilier l'efficacité économique avec le respect des principes d'équité, de justice sociale et de protection sociale, l'Afrique est contrainte d'investir dans les secteurs sociaux, en particulier l'éducation, la santé et la protection sociale qui doivent être une priorité dans leurs politiques publiques. Dans cette perspective, il est indispensable de mobiliser vers un État social qui joue un rôle majeur dans le développement socioéconomique intégré, juste et durable. Certes, le manque de stabilité politique et d'inclusion sociale et la persistance des facteurs de vulnérabilité demeurent les principaux défis auxquels l'économie africaine doit faire face, avec pour enjeu majeur d'investir dans le dialogue, l'innovation sociale, la démocratie et la souveraineté.

Ce forum scientifique se veut être un chantier exploratoire qui donnera lieu à un débat constructif et épistémologique sur la nécessité d'appui des secteurs sociaux en Afrique, ainsi que sur les différentes pratiques au niveau de gestion de la recherche scientifique et d'enseignement de développement socioéconomique et environnemental. Cette rencontre scientifique vise à une meilleure compréhension des dysfonctionnements et réformes des secteurs sociaux, des politiques sociales et de l'innovation sociale en l'Afrique, dans le but d'élaborer un corpus de connaissances.

2. PRINCIPAUX AXES DU COLLOQUE (Liste non exhaustive)

- Axe 1.** Les stratégies de développement des secteurs sociaux ;
- Axe 2.** Le rôle des États dans la mise en œuvre des politiques sociales, la connexion entre politiques sociales et politiques économiques et environnementales ;
- Axe 3.** Innovations sociales et transformation des territoires ;
- Axe 4.** L'éducation, la santé, la protection sociale et l'inclusion sociale ;
- Axe 5.** La responsabilité sociale/sociétale des organisations (RSO) et le développement socio-économique ;
- Axe 6.** Le développement humain et l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ;
- Axe 7.** La performance des systèmes éducatif, sanitaire et de protection sociale ;
- Axe 8.** L'inclusion, la transformation digitale des secteurs sociaux et le Smart territoire ;
- Axe 9.** L'impact d'appui des secteurs sociaux sur le modèle économique ;
- Axe 10.** L'inclusion des personnes en besoins spécifiques et en situation particulière (migrants, réfugiés, nomades...) ;
- Axe 11.** La dimension genre dans les politiques sociales ;
- Axe 12.** Le bonheur individuel, le bonheur collectif et les secteurs sociaux ;
- Axe 13.** Les secteurs sociaux et la gouvernance territoriale ;
- Axe 14.** Le changement climatique et son impact sur les secteurs sociaux ;
- Axe 15.** La durabilité environnementale et l'empreinte écologique dans les secteurs sociaux.

Cette liste est purement indicative et d'autres thèmes pourront être abordés au regard des propositions soumises au comité d'organisation. Toutes les approches sont bienvenues, une préférence particulière sera accordée aux communications portant sur des validations empiriques, les enquêtes de terrains et l'évaluation des politiques publiques.

3. DATES A RETENIR

- Soumission des propositions de communication : **15 mars 2024 à minuit**
- Réponse du Comité scientifique aux auteurs : **20 avril 2024**
- Soumission des textes définitifs : **10 mai 2024**
- Journées du forum scientifique : **7 et 8 juin 2024**

4. MODALITES DE SOUMISSION DES PROPOSITIONS DE COMMUNICATION

- Les auteurs(es) intéressés(es) sont priés(es) d'envoyer leurs intentions de communications sous forme d'un résumé de 5000 caractères au maximum (espaces non compris).
- Les intentions de communication doivent préciser le titre de la communication, les auteurs(es), les enjeux du sujet, la problématique, la méthodologie de recherche et les principaux résultats. Elles peuvent être rédigées en *arabe* ou en *français* ou en *anglais*. Les résumés sont à transmettre par e-mail à l'adresse suivante : centredhiya4d@gmail.com
- La décision de l'acceptation définitive des communications retenues sera prononcée par le comité scientifique.
- Normes de rédaction du texte d'une vingtaine de pages (y compris annexes et bibliographie), sera dactylographié sous format Word, caractères Times 12, format, A4, marges de 2,5 cm, 1,5 ligne. Les titres suivent une numérotation simple de type : 1., 1.1., 1.1.1., etc.
- Les résumés de communications retenus feront l'objet de publication dans les actes du colloque.
- Publication : les communications retenues par le comité scientifique seront publiées dans un ouvrage collectif.

5. COMITE D'ORGANISATION

Agnieska RACHWAL-MUELLER, Chef du bureau de la coopération internationale, Collège d'économie et d'informatique, Pologne.

Khalid HABBARI, Doyen de la Faculté d'Economie et de Gestion, Béni Mellal

Ahmed AREHMOUCH, Avocat et Expert international en culture amazighe et droits de l'homme, Maroc

Aicha EL ALAOUI, Présidente du centre d'Etudes pour le Développement et la Démocratie (Centre C4D), Rabat, Maroc

Ibourk AOMAR, FSJES, Marrakech

Essaid TARBALOUTI, FSJES, Marrakech

Stach PRZEMYSŁAW, Collège d'économie et d'informatique, Pologne.

Ait El Mahfoud Mohamed, FSJES, Marrakech

Ashraf PULIKKAMATH, Professeur Associé d'économie, École des Sciences libérales, des Arts et des Sciences Appliquées, Hindustan Institute of Technology and Science (Deemed to be University), Chennai, Tamil Nadu, Inde.

Aziz HLAOUA, Professeur-Universitaire, Université Mohammed V, Rabat, Maroc

Bouchra BAKHOUYA, ENCG, Marrakech

Boubkeur LARGOU, Ex-Président de l'Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH)-Rabat, Maroc

Bouchaib ZIATE, Professeur-Chercheur, Faculté Polydisciplinaire, Béni Mellal – Maroc.

Bouchra SIDI-HIDA, PhD en Sciences sociales, Ex-administrateur de programme de recherche, CODESRIA - Dakar - Sénégal.

Chérif Sy SALIF, Directeur général du C2S/ICS, Directeur du Forum du Tiers-monde (FTM), Secrétaire général de l'Association sénégalaise des Économistes (ASE), Dakar -Sénégal

Driss ASSI, FSJES, Marrakech

El Houcine AIT TALEB, Président de la Coopérative TAFARITE, Maroc.

EL MANSOURI, Mohammed FSJES, Marrakech

El Ghachi Mohammed, FLSH, USMS-BM, Maroc

Elkhider Abdelkader, FSJES Marrakech

ELMORCHID, Brahim, FSJES Marrakech

EL MDERSSA Mohammed, FP, USMS-BM, Maroc

Faouzi BOUKHRISS, Professeur-Universitaire, FLSH, Kénitra, Maroc

Fatima LAACHIR, Ingénieure et experte financière, Centre C4D, Maroc

Fatima TOUHAMI, Professeure-Universitaire, FEG-USMS, BM, Maroc

Jabrane AMAGHOUS, FSJES, Marrakech

Hamdaoui Mohamed, FSJES, Université Cadi Ayyad, Marrakech

Hamid EL KAM, Chercheur en philosophie et Expert international en droits de l'homme, Maroc

Hassan OUAKHIR, Laboratoire Dynamique des Paysages, Risques et patrimoines, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, USMS-BM

Hettabi EL Mostafa, FSJES, Marrakech

Ibtisame RTIMI, Avocate, Centre C4D, Rabat, Maroc

Jaouad EL HAWARI, Laboratoire Dynamique des Paysages, Risques et patrimoines, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, USMS-BM

Jinane JAOUHAR, Faculté d'Economie et de Gestion, USMS- Béni Mellal, Maroc.

Jouay BOUJEMAA, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc

Kartobi Salaheddine, FSJES, Université Cadi Ayyad, Marrakech

Khouldia NAFIA, Laboratoire Dynamique des Paysages, Risques et patrimoines, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, USMS-BM

LAKHOUIL Abderrahim, Laboratoire Pluridisciplinaire en Economie et Gestion (LARPEG), Faculté d'Economie et de Gestion, USMS – BM

Maarouf Mourad, FSJES, Marrakech

Maneesh KRISHMAN, Professeur Associé d'économie, École des Sciences libérales, des Arts et des Sciences Appliquées, Hindustan Institute of Technology and Science (Deemed to be University), Chennai, Tamil Nadu, Inde

Mohamed ELHOURMI, FSJES, Marrakech

Mohamed Jaouad MALZ, FSJES, Marrakech

Mohamed OUERGHI, Doctorant-Chercheur à l'université de Carthage- Tunisie et Expert International de l'Ordre Mondial des Experts Internationaux (Genève).

Mohammed Amine MARGOUM, FSJES, Marrakech

Mohamed CHAKIR, Laboratoire Dynamique des Paysages, Risques et patrimoines, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, USMS-BM

Mohammed DEROUICHE, Président de l'Observatoire national de l'Éducation et de la Formation (ONEF), Rabat- Maroc

Moulay Abdeljamil ABA OUBIDA, FSJES, Marrakech,

Mustapha MNASFI, Enseignant- Chercheur en Droit, Faculté de Droit Université Moulay Ismail – Meknès - Maroc

Nadia BIROUK, FLASH-Campus -Ait Melloul, Université Ibn Zohr - Agadir, Maroc.

Naicker SIGAMONEY, Professeur Extra-ordinaire, Université de Western Cape au Cap, Afrique du Sud.

Olivier SAUVAGE, Professeur-Chercheur à l'Université catholique et Chercheur associé à l'Université Toulouse II-Jean-Jaures, France.

Omar GHADBANE, Laboratoire Dynamique des Paysages, Risques et patrimoines, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, USMS-BM

OUALI Abderrazek, FSJES, Marrakech

Rachid BEKKAJ, Professeur-Universitaire, Université Mohammed V- Rabat, Maroc.

Rachid EL GHARNATI, Doctorat en linguistique, Centre C4D, Rabat, Maroc.

RADI Abdennebi, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Settat

Roquia CHERKAOUI, FSJES, Marrakech

Sanae HANINE, Professeure- Universitaire, Faculté des Sciences et Techniques-Settat, Maroc.

Salah HBALA, Faculté d'Economie et de Gestion, USMS – BM

TAHA Salah Eddine, FPS, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc

Tarik EL ORFI, Laboratoire Dynamique des Paysages, Risques et patrimoines, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, USMS-BM

ZAHID Abdelkabar, FSJES, Marrakech

Zouhir EL BHIRI, Directeur du Laboratoire interdisciplinaire des Sciences Sociales et Professeur – Universitaire, FLSH, Université Ibn Zohr, Agadir, Maroc.

6. COMITE SCIENTIFIQUE

Agnieska RACHWAL-MUELLER, Chef du bureau de la coopération internationale, Collège d'économie et d'informatique, Pologne.

Ahmed AREHMOUCH, Avocat et Expert international en culture amazighe et droits de l'homme, Maroc

HABBARI Khalid, Doyen de la Faculté d'Economie et de Gestion, Béni Mellal

Amaghous JABRANE, FSJES, Marrakech

Ashraf PULIKKAMATH, Professeur Associé d'économie, École des Sciences libérales, des Arts et des Sciences Appliquées, Hindustan Institute of Technology and Science (Deemed to be University), Chennai, Tamil Nadu, Inde.

ASSI Driss, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc

Aziz HLAOUA, Université Mohammed V, Rabat, Maroc

BOUZAHZAH Mohamed, FSJES,
Cherkaoui Roquia, FSJES, Marrakech
EL ALAOUI Aicha, Centre C4D & USMS-BM, Maroc
EL GHACHI Mohammed, FLSH, USMS-BM, Maroc
ELKHIDER Abdelkader, FSJES Marrakech
ELMORCHID, Brahim, FSJES Marrakech
Jinane JAOUHAR, Faculté d'Economie et de Gestion, USMS- Béni Mellal, Maroc.
EL MDERSSA Mohammed, FP, USMS-BM, Maroc
Fatima LAACHIR, Ingénieure et experte financière, Centre C4D, Maroc
Hadaoui mohamed, Université Cadi Ayyad, Marrakech
Hamid EL KAM, Chercheur en philosophie et Expert international en droits de l'homme, Maroc
Lamia LARIOUI, FEG-USMS, BM, Maroc
TOUHAMI Fatima, FEG-USMS, BM, Maroc
ZIATE Bouchaib, FP, USMS-BM, Maroc
LAKHOUIL Abderrahim, Faculté d'Economie et de Gestion, USMS – BM
Omar Amin, Faculté d'Economie et de Gestion, USMS – BM
Salah HBALA, Faculté d'Economie et de Gestion, USMS – BM